

---

# RAPPORT DE LA PRESIDENTE: GROUPE DES SPECIALISTES DES ELEPHANTS AFRICAINS

Holly T Dublin

WWF Regional Office, PO Box 62440, Nairobi, Kenya

Alors que débute l'exercice de programmation national mozambicain sur l'éléphant, il semble vraiment que la conservation de l'éléphant soit un processus permanent qui ne connaisse à proprement parler ni commencement ni fin. Quand une initiative arrive à sa réalisation, une autre se met en route. C'est une suite normale et une progression positive, mais pour un Président plein de bonne volonté, c'est épuisant.

Lorsque je terminais mon précédent rapport, nous attendions les résultats d'une étude aérienne d'une des dernières populations viables d'éléphants au Mozambique, que dirigeait le Dr. Debbie Gibson (membre du GSEAF). Le comptage est maintenant terminé et a confirmé que la région de Niassa, au nord du pays, est vraiment un bastion important pour les éléphants du sud de l'Afrique. Elle est à coup sûr la plus grande population restante au Mozambique ( $8,707 \pm 1,937$ ). Leur maintien est un événement extraordinaire étant donné les quelques trente années de troubles civils qui ont ravagé le pays. Le gouvernement fait preuve de la volonté évidente de s'occuper de l'avenir de toutes ses populations d'éléphants dont beaucoup ont été dévastées durant ces troubles prolongés et manifeste ainsi son engagement. Le GSEAF a été étroitement impliqué dans ce processus, et un certain nombre de ses membres participeront activement au séminaire de programmation stratégique de la mi-avril 1999.

Il n'y a pas que le Mozambique qui ait la programmation de gestion stratégique comme point principal de son agenda. En février 1999, des experts techniques (venus d'organisations gouvernementales ou non), y compris des membres et du personnel du GSEAF, se sont réunis à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour préparer une stratégie sous-régionale pour la conservation de l'éléphant africain dans la sous-région ouest-africaine. Au cours de toutes les années où j'ai occupé cette fonction, je n'ai jamais rencontré un dévouement aussi honnête et aussi absolu à une cause. On ressentait facilement que les éléphants sont la raison d'être de bien des conservationnistes motivés qui y ont participé. Le cadre stratégique a dressé une vision solide "pour garantir la conservation des éléphants et de leurs habitats en Afrique de l'Ouest". On a dressé la liste d'un certain nombre d'objectifs mesurables, avec des indices clefs pour évaluer les progrès accomplis et on a fourni des

directives claires pour les efforts en cours et ceux à lancer pour les éléphants dans les cinq à dix prochaines années. Nous avons l'intention de présenter le document final à l'adoption du plus haut niveau gouvernemental. L'on espère qu'avec le support politique et l'engagement des gouvernements concernés de la sous-région, la stratégie pourra finalement être appliquée à tous les niveaux. Bien que l'Afrique australe ait longtemps travaillé sur des problèmes techniques et politiques au niveau sous-régional, l'Afrique de l'Ouest est vraiment la première à promouvoir un programme de gestion au niveau sous-régional. Etant donné le statut critique des éléphants au niveau sous-régional (plus de 90% de l'habitat et des animaux perdus depuis le début du siècle), le fait qu'un certain nombre de populations significatives de la sous-région chevauchent des frontières internationales, les problèmes croissants de désertification, de fragmentation des forêts, et la perte et la raréfaction évidentes des ressources de gestion, une approche sous régionale est très probablement le meilleur espoir de conserver des éléphants au-delà des vingt ou trente prochaines années. L'adoption d'un cadre stratégique pour la sous-région entraînera certainement des résultats majeurs pour la conservation des éléphants d'Afrique de l'Ouest.

Les membres du Groupe de Travail sur l'examen des données et les membres du Secrétariat du GSEAF ont mis les bouchées doubles pendant des mois, dans un effort majeur pour terminer la Banque de Données sur les Eléphants de 1998. La version mise à jour, qui devrait être imprimée à la fin mai 1999 et prête à être distribuée vers le milieu de l'année, a été une entreprise énorme. D'une certaine façon, c'est un soulagement de ne devoir produire que tous les trois ans cette coûteuse remise à jour mais, d'un autre côté, cela nous oblige à chercher des moyens de rationaliser le processus et d'en faire une activité permanente plutôt que de produire cet effort immense tous les trois ans. Le question des financements futurs flotte à nouveau, et nous attendons une réponse de plusieurs donateurs à qui nous avons demandé de l'aide pour la prochaine phase de la BDEAF. Au cours des prochaines années, nous voudrions commencer à utiliser la banque de données, combinée avec d'autres données qui sont actuellement rassemblées, pour entreprendre un certain nombre d'exercices-types qui pourraient nous fournir des indications quant aux défis que la conservation des éléphants devra relever à l'échelle du continent.

La déclaration sur le rôle de la communauté captive dans la conservation de l'éléphant africain, préparée par le GSEAF lors de la réunion au Burkina Faso en janvier 1998, a suscité l'intérêt en Afrique et au-delà. Je suis heureux de pouvoir annoncer que le sort des éléphants en captivité, qu'ils soient d'Afrique ou d'Asie, attire maintenant beaucoup plus d'attention. Il est certain que la situation des éléphants d'Asie, dont un beaucoup plus grand pourcentage vivent maintenant dans des camps de coupes de bois ou d'entraînement répartis dans leur aire de répartition, est très grave et requiert une action prioritaire urgente, mais il ne faut pas oublier les éléphants d'Afrique dans les discussions. En mai 1999, l'Association Zoologique Américaine organise une réunion spéciale aux Etats Unis, avec des experts venus d'Afrique et d'Asie, pour discuter des problèmes et aider à trouver des solutions constructives pour les éléphants que le sort a fait vivre en captivité.

Le 41ème réunion du Comité Permanent de la CITES est terminée, et la décision d'autoriser une vente unique et limitée d'ivoire en provenance du Botswana, de Namibie et du Zimbabwe fait partie de l'histoire. Au moment où j'écris ceci, les ventes ont commencé dans les trois pays. Les chargements individuels doivent être rassemblés en un seul point et envoyés en un seul bloc d'Afrique australe vers le Japon. Nous ne connaissons pas encore les résultats de cette opération, mais au moment où ce *Pachyderm* sera à l'impression, ces ventes, les prix et les quantités d'ivoire vendues seront connus de tous. Bien des choses restent pourtant inconnues. Quel sera l'impact de ces ventes, s'il existe, non seulement dans le domaine politique mais aussi dans le contexte réel des éléphants? A court terme, on a établi un système d'"alarme rapide" au Secrétariat de la CITES, mais tout débat futur au sujet du commerce de l'ivoire exigera des Parties plus de temps et de précision quant aux conditions auxquelles serait soumis tout commerce ultérieur. Nous espérons que les membres du GSEAF pourront continuer à contribuer à la rigueur technique de tels débats, un défi que nous ne pouvons pas fuir.

Le système de contrôle des massacres illégaux d'éléphants (MIKE) et le Système d'Informations sur le Commerce des Eléphants (ETIS) ont été approuvés, et le Trust Fund de la CITES, ainsi que le Gouvernement Britannique ont promis des fonds pour la phase initiale de mise en œuvre. Il y a eu beaucoup de confusion entre les objectifs respectifs de MIKE et de ETIS, et on a fait un amalgame malheureux entre l'adoption de ces systèmes et le processus d'approbation de la vente unique. Ces systèmes n'ont pas été conçus pour contrôler les effets des ventes récemment approuvées et ils n'ont pas pour rôle d'entériner de futures décisions en matière de commerce. Mais plutôt que de préciser ce que ces systèmes ne sont pas, il est important de

décrire ce qu'ils sont et ce qu'ils peuvent devenir s'ils gagnent l'engagement et le support des gouvernements et de leurs ONG, ainsi que des partenaires financiers.

Ces systèmes de contrôle devraient vraiment être considérés comme un pas important vers la reconnaissance du fait que les éléphants sont une ressource mondiale de grande valeur et que, en tant que tels, leur sort devrait être surveillé beaucoup plus sérieusement qu'il ne l'a été récemment. La mise au point d'un système destiné à apporter de meilleures informations aux gestionnaires et aux décideurs de tous niveaux est un excellent point de départ. Et s'il n'est pas possible de suivre ainsi chaque population de chaque pays, ETIS et MIKE sont l'occasion de lancer le genre de surveillance du commerce, de recherches sur le terrain et de récoltes de données qui sont, dans certains pays, tombées en désuétude et qui, dans d'autres, n'ont même jamais existé. Pour certaines des populations d'éléphants les plus importantes d'Afrique, spécialement celles d'Afrique centrale, MIKE donne l'occasion de veiller aux intérêts d'un grand nombre de sites très vulnérables. En Afrique de l'Ouest, ETIS et ses fichiers de données pourraient atteindre le fin fond des commerces locaux qui pourraient bien jouer dans le trafic de l'ivoire au départ de l'Afrique centrale, un rôle beaucoup plus important qu'on ne le croyait jusqu'ici. Ceci ne sera pas facile, et le succès de cette entreprise n'est pas plus garanti que celui de toute autre initiative lancée sur ces continents remuants que sont l'Afrique et l'Asie. Cela peut progresser par à coups, mais la critique sera certainement toujours présente. Je préfère concentrer mon énergie vers le progrès, avec la conviction que, comme la plupart des nouveautés, ETIS et MIKE vont croître, évoluer et s'adapter aux défis qui se présenteront. Je suis certain d'une chose: ces systèmes vont aider à donner à la conservation des éléphants en Afrique et en Asie, dans toutes ses composantes, le profil et le soutien nécessaires pour assurer à ces magnifiques créatures un avenir dans notre monde.

Le Secrétariat du GSEAF sera "en construction" pendant ces prochains mois. Alors que nous attendons des réponses à nos demandes de financement des activités de base de l'année prochaine, Lamine Sebogo, le Responsable des Programmes en Afrique occidentale et centrale revient au Burkina Faso où il sera basé au Bureau Régional de l'UICN pour l'Afrique de l'Ouest. J'ajoute encore, comme vous le savez tous, que mon très efficace Responsable de Programme de ces deux dernières années, Greg Overton, quitte le Continent des éléphants pour l'île de Madagascar. Je sais que vous vous joignez à moi pour remercier Greg, pour tout le travail accompli et lui souhaiter bonne chance au moment où il s'aventure dans une vie "au-delà des éléphants".